

L'inflation s'invite au menu du Ramadan

P.6

En ce début de mois du Ramadan, les Nigériens peinent à faire leurs courses tant les prix des denrées ont augmenté.



En un clic, payez votre TVM par   sur l'application **OTR TVM** Disponible sur Google Play



FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Journal des entrepreneurs

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

MARCHÉ OBLIGATAIRE

Page 3

La BRVM admet à sa cote l'emprunt fidelis finance CAP25% 2023-2028



PERFORMANCE DE L'OFFICE EN 2023

L'OTR surpasse ses prévisions avec une mobilisation de 990,1 Milliards FCFA en 2023

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé une performance exceptionnelle pour l'année 2023, dépassant ses prévisions de mobilisation. Philippe Kokou Tchodie, Commissaire général de l'OTR, a révélé lors de la 1ère session d'orientation...

Page 4

CONSOLIDATION DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL TOGOLAIS

Signature de convention entre le FAIEJ et deux réseaux de jeunes entrepreneurs

Un partenariat entre le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) et deux réseaux de jeunes entrepreneurs a été signé le 11 mars 2024 dernier. Ce partenariat vise à...

Page 2




PARTAGEZ PLUS

LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel: 20 FCFA.

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Consolidation de l'écosystème entrepreneurial togolais Signature de convention entre le FAIEJ et deux réseaux de jeunes entrepreneurs

Un partenariat entre le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) et deux réseaux de jeunes entrepreneurs a été signé le 11 mars 2024 dernier. Ce partenariat vise à consolider l'écosystème entrepreneurial togolais et à encourager l'esprit d'entrepreneuriat au sein de la jeunesse.

Anissatou AFFO
(Stagiaire)

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), lancé en octobre 2012, est un dispositif d'appui technique mis en place par l'Etat togolais dans le but d'accompagner les jeunes

primos entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets. L'année dernière, en 2023, le Fonds, dirigé par Sahouda Gbadamassi-Mivedor, revendique avoir mobilisé 2,68 milliards FCFA au profit de 1852 nouveaux projets de jeunes.

Ce lundi 11 mars 2024, une

étape significative a été franchie dans le renforcement de l'écosystème entrepreneurial togolais avec la signature d'une convention de partenariat stratégique entre le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), les Jeunes Entrepreneurs Unis pour une Nation Émergente (J.E.U.N.E Togo) et le Réseau Togolais pour la Promotion de l'Entrepreneuriat (RTPE). Cette collaboration a pour finalité de créer un environnement où les jeunes entrepreneurs peuvent

contribuer encore plus à la croissance économique du Togo.

La signature de cette convention de partenariat constitue une étape cruciale dans le développement de l'entrepreneuriat au Togo. Selon les précisions du Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), cette convention d'une durée de deux ans, a pour objectifs de promouvoir l'entrepreneuriat, améliorer l'accès au financement pour les entrepreneurs émergents et à renforcer les capacités en gouvernance d'entreprise.

Grace à ce partenariat, des actions concrètes seront mise en œuvre pour accompagner

les jeunes entrepreneurs tout au long de leur parcours entrepreneurial. Cette convention de partenariat stratégique marque ainsi le début d'une collaboration fructueuse entre le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ), les Jeunes Entrepreneurs Unis pour une Nation Émergente (J.E.U.N.E Togo) et le Réseau Togolais pour la Promotion de l'Entrepreneuriat (RTPE), dans le but commun de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes au Togo et de contribuer au développement économique et social du pays.

Afrique de l'Ouest

Le CERFER s'engage à accroître la présence féminine dans les formations routières

À l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, le Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER) a manifesté son engagement envers une augmentation significative du nombre d'étudiantes au sein de ses programmes. Actuellement, le centre compte seulement 37 filles sur 500 étudiants, représentant environ 5% de l'effectif global.

Joël JAY

Le CERFER ambitionne d'atteindre une proportion de 30% d'étudiantes dans ses formations, et pour y parvenir, il mobilise ses étudiantes actuelles pour devenir des ambas-

sadres du centre dans leurs pays d'origine. Lors d'une récente rencontre, le Directeur administratif et financier, Houinda Koukouvi Sognonvi, a souligné l'importance de sensibiliser d'autres jeunes filles aux opportunités offertes par le CERFER.

«Elles doivent sensibiliser les autres filles de leurs États afin qu'elles s'intéressent aux curricula de formation au CERFER», a déclaré M. Sognonvi. Des actions concrètes ont été exposées aux étudiantes pour les aider à promouvoir le centre dans les pays membres du Conseil de l'Entente. Adjo Dovi Agbodji, inspectrice de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, a souligné les efforts des autorités togolaises pour encourager les jeunes filles à embrasser les formations techniques, notamment dans des domaines traditionnelle-



ment associés aux hommes.

Pauline d'Almeida, une ancienne étudiante du CERFER, a partagé son parcours en génie civil et encouragé les jeunes filles à suivre son exemple. Les formations au CERFER comprennent des cycles de Brevet de Technicien (BT), Brevet de Techniciens Supérieurs (BTS), et des licences professionnelles, couvrant les domaines du génie civil et mécanique.

Le CERFER, créé en 1970 par le Conseil de l'Entente, a formé plus de 4000 techniciens spécialisés dans l'entretien des routes et la gestion des engins. Pour la rentrée académique 2024-2025, un concours de recrutement est prévu dans tous les pays membres, soulignant l'engagement continu du centre envers l'éducation technique dans la région.

Accès à l'électricité

Le Fonds Tinga lancé dans la Centrale

Après les Savanes, la Kara et les Plateaux, le Fonds Tinga est désormais opérationnel dans la région Centrale. La ministre chargée de l'énergie et des mines, Mila Aziablé, a procédé, samedi 9 mars, au lancement officiel du projet à Blitta et à Sokodé.

La cérémonie qui a connu la présence du ministre de l'environnement, Foli-Bazi Katari, a été couplée au lancement du projet de

renforcement de la capacité de distribution de l'énergie dans les grandes villes de l'intérieur. Ce projet qui concerne les villes de Dapaong, Kara, So-

kodé, Atakpamé, Kpalimé et Aného vise à éliminer les branchements anarchiques et à accroître le taux d'électrification. Quant au Fonds Tinga, il permet de faciliter l'accès à l'électricité aux ménages à travers des branchements aux réseaux électriques. En effet, pour bénéficier du projet, les ménages n'auront qu'à dépenser 1 000

FCFA comme frais d'accès au lieu de 100 000 FCFA. Le paiement du solde est échelonné sur une durée allant jusqu'à 10 ans, en fonction du revenu du ménage.

Ce Fonds est un « outil utile et indispensable qui va booster davantage l'accès à l'électricité », a indiqué la ministre.

Pour rappel, depuis sa phase

pilote en 2022, le Fonds Tinga a permis de raccorder près de 42 000 ménages, soit près de 300 000 personnes dans trois régions (Savanes, Kara et Plateaux). L'ambition du gouvernement est de faciliter le branchement de 1 200 000 ménages sur le territoire d'ici à 2030.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Marché obligataire La BRVM admet à sa cote l'emprunt fidelis finance CAP25% 2023-2028

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a admis à sa cote ce lundi 11 mars 2024, l'emprunt obligataire par appel public à l'épargne « FIDELIS Finance CAP25 % 2023-2028 » sous le symbole FDFINBF.O1.

Cet emprunt lancé sur le marché financier régional de l'UEMOA par l'établissement de crédit Fidelis Finance Burkina Faso, entre septembre et novembre 2023, a permis de mobiliser 14,94 milliards de FCFA et « s'inscrit dans le cadre de notre plan stratégique CAP 2025 qui vise à terme, une transformation organique de notre société en vue de mieux accompagner le financement des PME » a indiqué l'Administrateur Directeur général de Fidelis Finance, Dr Abdoulaye SORY. Recevant ses hôtes du jour, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM n'a pas manqué d'exprimer sa joie

de voir admettre à la cote de la BRVM un emprunt du secteur privé.

En effet, l'admission à la cote de cet emprunt obligataire par appel public à l'épargne constitue le seul titre obligataire du secteur privé du Burkina sur le marché, marquant ainsi le retour de ce secteur sur le marché obligataire de la BRVM depuis l'emprunt BOA Burkina 6,25% 2012 - 2017 admis à la cote le 08 Février 2013 et depuis lors radié.

« Je voudrais saluer le succès de l'emprunt obligataire « Fidelis Finance Cap25 7% 2023-2028 » qui est une affirmation de l'engagement de Fidelis Finance pour l'innovation financière et la crois-

sance durable, comme en témoigne son objet. Je tiens donc à féliciter chaleureusement Fidelis Finance pour cette initiative audacieuse et stratégique, ainsi que tous les partenaires impliqués dans la structuration et la réalisation de l'opération, notamment IMPAXIS Securities » a indiqué Dr AMENOUNVE.

Il a saisi l'occasion de cette cérémonie pour inviter les acteurs économiques du secteur privé du Burkina Faso et de l'Union à profiter davantage des opportunités offertes par le marché à des taux et conditions très compétitifs au regard du resserrement de la liquidité et des taux à l'échelle mondiale.

Dr AMENOUNVE a réaffirmé l'engagement de la BRVM à accompagner ces acteurs économiques dans cette dynamique pour une mobilisation plus accrue des ressources en vue de créer les



conditions d'une croissance soutenue et durable dans tous les pays de notre Union. « En définitive, nous sommes enthousiastes quant aux perspectives offertes par la cotation de nos titres à la bourse et nous restons déterminés à maintenir la confiance de nos investisseurs en leurs offrant des performances financières solides et durables. L'étape de ce jour est le début d'un

processus qui nous permettra de relever le défi de l'entrée future de notre Établissement de crédit en bourse » a conclu Dr Abdoulaye SORY, Administrateur Directeur Général de FIDELIS Finance. Excellente vie boursière à l'emprunt « Fidelis Finance Cap25 7% 2023-2028 » à la cote de la BRVM.

2ème Forum des Nations Unies sur l'avenir des Pays les moins avancés

Le Togo partage son expérience

Les 05 et 06 mars derniers, représenté par sa ministre du commerce de l'artisanat et de la consommation locale, Rose Kayi Mivédor, le Togo a participé par visioconférence au 2ème Forum des Nations Unies sur l'avenir des Pays les moins avancés (PMA)

Kayi Mivédor, a pris part par visioconférence, au 2ème Forum des Nations Unies sur l'avenir des Pays les moins avancés (PMA) avec engagement et détermination. Cet événement crucial, qui

des décideurs, des chercheurs et des représentants des Nations Unies autour du thème : « L'innovation au service de la transformation structurelle des PMA ».

Au cours des différentes sessions plénières, la ministre a présenté, dans son intervention, la feuille de route 2020-2025, dont l'objectif est la transformation structurelle de l'économie en vue de renforcer la résilience pour une croissance économique durable et inclusive.

La ministre, Rose Kayi Mivédor, a activement participé aux débats et discours, soulignant la contribution du secteur privé à la transformation structurelle de l'économie des PMA et rappelé que « le Togo en a fait l'une de ses priorités en créant un cadre favorable à l'investissement privé et au développement du partenariat

public-privé avec l'adoption de la loi relative aux contrats de partenariat public-privé et son décret d'application ».

Le 2ème Forum des Nations Unies sur l'avenir des Pays les moins avancés (PMA) a permis au Togo de renforcer ses relations diplomatiques et son engagement en faveur du développement mondial, tout en mettant en lumière les défis spécifiques auxquels le pays est confronté et en recherchant des solutions innovantes pour y faire face

Les pays les moins avancés (PMA) sont une catégorie de pays créée en 1971 par l'Organisation des Nations unies (ONU), regroupant les pays socio-économiquement les moins développés de la planète. Au 12 mars 2024, 45 pays appartiennent à cette catégorie ; la plupart d'entre eux se situent en Afrique.

représenté par sa ministre du



commerce de l'artisanat et de la consommation locale, Rose

sets tenu à Helsinki en Finlande a réuni des ministres,

Anissatou AFFO

La Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés est le forum où se discute la manière de libérer tout le potentiel des pays les moins avancés (PMA), et plus particulièrement la manière dont la communauté internationale peut les aider à avancer étape après étape sur la voie de la prospérité.

Le Mardi 05 mars et mercredi 06 mars 2024, le Togo,

À vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Performance de l'Office en 2023

L'OTR surpasse ses prévisions avec une mobilisation de 990,1 Milliards FCFA en 2023

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé une performance exceptionnelle pour l'année 2023, dépassant ses prévisions de mobilisation. Philippe Kokou Tchodie, Commissaire général de l'OTR, a révélé lors de la 1ère session d'orientation de la régie financière que l'organisme a réussi à mobiliser 990,1 milliards FCFA, dépassant ainsi la prévision de 921,1 milliards FCFA.

Joël JAY

Cette réalisation remarquable a été saluée lors de la session qui a réuni les commissaires, directeurs, chefs de divisions, chefs de sections et chefs de bureaux de l'OTR. Les travaux ont permis de dresser le bilan de l'année 2023, évaluer les efforts déployés pour atteindre les objectifs et élaborer des stratégies pour

l'année 2024, où l'OTR vise une mobilisation de 1.042,1 milliards FCFA.

En 2023, les recettes budgétaires collectées ont atteint 990,1 milliards FCFA pour un objectif initial de 912,1 milliards FCFA, reflétant un taux de réalisation de 108,6% et une hausse de 14,5% par rapport à 2022. M. Tchodie s'est félicité de ces résultats positifs et a souligné que les deux premiers mois de 2024

ont également été fructueux, laissant présager une année prometteuse.

Objectifs Ambitieux pour 2024

Pour l'année en cours, l'OTR aspire à contribuer à hauteur de 48% du budget national, soit 1.042,1 milliards FCFA. Les stratégies pour atteindre cet objectif comprennent



l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du rendement du contrôle fiscal et douanier, ainsi que la maîtrise des créances et des exonérations. L'OTR prévoit également la mise en place d'un cadastre fiscal moderne dans le Grand-Lomé, l'optimisation du processus de délivrance des titres fonciers,

et d'autres initiatives visant à renforcer l'éducation fiscale et la sécurité juridique des contribuables.

Le Commissaire général et son équipe ont exprimé leur ferme engagement à tous les niveaux pour faciliter le paiement des taxes et impôts par les contribuables.

Autonomisation des jeunes entrepreneurs africains

Afreximbank étend sa subvention à l'Initiative Grand Africa

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé le 12 mars 2024, son effort de collaboration avec la Grand Africa Initiative (GAIN) à travers une subvention visant à faciliter la formation de 300 jeunes entrepreneurs africains.

Patience SALLAH

Le programme de formation se concentrera sur l'entrepreneuriat et le commerce intra-africain et devrait débuter en mars 2024. La Masterclass GAIN-Afreximbank sur l'entrepreneuriat et le commerce intra-africain a été méticuleusement conçue pour doter les jeunes entrepreneurs africains de diverses régions du continent africain de compétences essentielles pour favoriser la croissance et l'expansion de leurs entreprises au-delà de leurs frontières nationales. Au cours d'un programme complet de six semaines, les participants acquerront des informations précieuses sur la manière de créer et de développer leurs entreprises en tirant parti du marché intra-africain. Les participants recevront des conseils techniques, une formation pratique et des conseils commerciaux d'une faculté d'experts internationaux.

De plus, ce programme vise à renforcer l'inclusivité dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en proposant des interventions qui soutiennent spécifiquement les jeunes Africains, les femmes et les petites et moyennes entreprises.

Les personnes intéressées sont encouragées à soumettre leur candidature via le site Web officiel du programme à l'adresse www.grandafrica.org. Les entrepreneurs potentiels seront sélectionnés dans toute l'Afrique et devront répondre aux critères suivants : être âgé entre 20 et 45 ans ; être une entité commerciale enregistrée ; être d'origine africaine ; avoir une entreprise en Afrique ; avoir une entreprise en activité depuis au moins deux ans ; avoir accès à une connexion Internet stable et à l'électricité et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise

Le directeur des relations et de la politique commerciale UA/ZLECAf, Afreximbank, Yusuf Daya, a souligné l'importance cruciale de donner

aux jeunes entrepreneurs africains les moyens de tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAf. « Notre soutien renouvelé à la Masterclass GAIN souligne les efforts de la Banque pour développer les compétences de la jeunesse africaine et renforcer les capacités entrepreneuriales africaines dans le cadre de l'Académie Afreximbank (AFRACAD). Nous attendons avec impatience un programme encore plus réussi en 2024 après la masterclass à fort impact de 2022 qui a permis de renforcer les capacités de 200 entrepreneurs de tout le continent » a-t-il déclaré.

Jerry Ojima Momoh, responsable du partenariat chez GAIN, a exprimé son enthousiasme en déclarant : « Il s'agit de la cinquième édition de la série de masterclasses sur l'entrepreneuriat de GAIN conçue pour autonomiser la jeunesse africaine. Nous avons jusqu'à présent deux séries axées sur la formation des femmes et trois séries désormais ouvertes aux hommes et aux femmes. Nous sommes heureux de nouer à nouveau ce partenariat avec Afreximbank cette année pour apporter un soutien entrepreneurial inesti-

mable aux jeunes entrepreneurs. En 2022, nous avons formé des participants de 29 pays d'Afrique. Au-delà de la formation, les participants acquerront des connaissances approfondies, établiront des liens et accéderont au mentorat de mentors mondiaux expérimentés, ce qui aura un impact positif sur la croissance de leur entreprise.

À propos d'Afreximbank

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine chargée de financer et de promouvoir le commerce intra-africain et extra-africain. Depuis 30 ans, la Banque déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélérant l'industrialisation et le commerce intra-régional, stimulant ainsi l'expansion économique en Afrique. Fervent partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), Afreximbank a lancé un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA)

comme plateforme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf). ZLECAf. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et l'UA, la Banque met en place un fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars américains pour aider les pays à participer efficacement à la ZLECAf. Fin septembre 2023, le total des actifs et garanties d'Afreximbank s'élevait à plus de 33,4 milliards de dollars américains, et les fonds de ses actionnaires s'élevaient à 5,8 milliards de dollars américains. La Banque a décaissé plus de 104 milliards de dollars entre 2016 et 2023. Afreximbank bénéficie de notations de qualité investissement attribuées par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). Afreximbank est devenue une entité de groupe comprenant la Banque, sa filiale de fonds d'impact appelée Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) et sa filiale de gestion d'assurance, AfrexInsure, (ensemble, « le Groupe »). La Banque a son siège au Caire, en Égypte.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 12 mars 2024

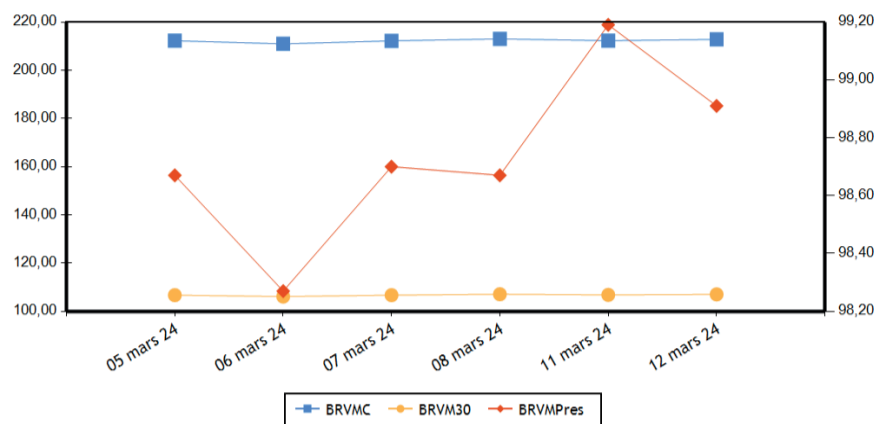
N° 50

BRVM COMPOSITE	212,76
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	-0,65 %

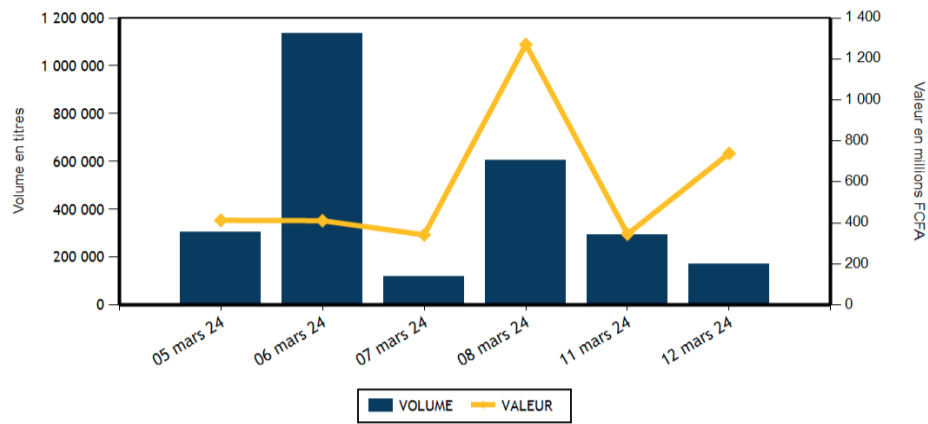
BRVM 30	107,05
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	-0,74 %

BRVM PRESTIGE	98,91
Variation Jour	-0,28 %
Variation annuelle	-2,52 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	7 915 164 438 086	0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	170 849	-41,55 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	735 589 298	115,03 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	12	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	18	28,57 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 385 084 567 316	1,21 %
Volume échangé	406	10,33 %
Valeur transigée (FCFA)	3 909 985	6,26 %
Nombre de titres transigés	5	66,67 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 095	7,40 %	2,52 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 480	5,71 %	0,34 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	460	4,55 %	-3,16 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 695	2,29 %	-6,51 %
SAPH CI (SPHC)	2 350	2,17 %	0,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 820	-6,91 %	-4,21 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	720	-5,88 %	-8,86 %
SICABLE CI (CABC)	1 010	-5,16 %	-9,01 %
TOTAL CI (TTLC)	1 650	-4,35 %	-8,33 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 260	-2,70 %	-5,26 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,91	-0,28 %	-2,52 %	65 064	546 247 275	6,45
BRVM-PRINCIPAL	36	103,51	0,60 %	-0,43 %	105 785	189 342 023	12,79

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,96	0,80 %	-0,07 %	4 152	16 616 930	40,19
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	526,44	0,33 %	-0,95 %	43 184	476 976 645	8,04
BRVM - FINANCES	15	86,70	0,36 %	0,32 %	22 703	87 764 888	6,62
BRVM - TRANSPORT	2	372,73	1,63 %	12,62 %	14 767	21 847 305	8,26
BRVM - AGRICULTURE	5	161,53	0,65 %	-0,02 %	19 943	50 440 925	7,19
BRVM - DISTRIBUTION	7	302,94	-2,54 %	-7,70 %	66 070	81 919 830	10,68
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	993,28	0,00 %	-10,55 %	30	22 775	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,00
Taux de rendement moyen du marché	8,51
Taux de rentabilité moyen du marché	9,66
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	322 935,00
Valeur moyenne annuelle par séance	750 970 008,82

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,65
Ratio moyen de satisfaction	14,20
Ratio moyen de tendance	389,12
Ratio moyen de couverture	25,70
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,25
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances

Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances

Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)

Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)

Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)

Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)

PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif

Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende

Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées

Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma

Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01

Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85

Fax : +225 20 32 66 84

E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Niger

L'inflation s'invite au menu du Ramadan

En ce début de mois du Ramadan, les Nigériens peinent à faire leurs courses tant les prix des denrées ont augmenté.

Sur ce marché local de Niamey la capitale, le riz, le sucre, l'huile et le lait, les aliments principalement consommés au moment de rompre le jeûne sont devenus inabordable pour une grande partie de la population comme en témoignent ces habitants :

«Un sac de sucre (50 kg) coûte 32 000 CFA (environ

60 USD) ; 25 kg est à 18 000 CFA (environ 33 USD). Nous ne pouvons pas payer. Nous ne pouvons pas payer. Nous demandons au gouvernement de le rendre moins cher, au nom de mon Allah.» a révélé Kadidja Bagnou, habitant de Niamey.

«Les prix de certains produits ont augmenté, par exemple les produits que je paie ha-

bituellement, la plupart ont vu leurs prix augmenter. Par exemple, ce matin, j'ai demandé le prix dans un supermarché, et on m'a dit que le riz basmati était à 18 000 CFA (environ 33 USD), alors que je paye habituellement 13 000 CFA (environ 22 USD)», a dit Youmana Adamou, habitante de Niamey.

Le Niger vient de sortir d'un embargo de près de huit mois et les militaires qui dirigent le pays ne parviennent pas à assurer l'approvisionnement

des marchés en produits de première nécessité.

Cette tendance à la hausse des prix est due à la situation politique du pays, géré par les militaires à la suite d'un coup d'État contre le président Mohamed Bazoum, élu démocratiquement en juillet 2023.

«Vous savez le problème que nous avons avec le corridor du Togo qui passe par le Burkina. Le problème, c'est le Burkina. Parce que nos marchandises arrivent à Kaya.

On m'a dit qu'il faut retourner à Ouagadougou (la capitale du Burkina Faso) avant de reprendre notre route (celle qui mène au Niger)», a expliqué Elhadj Yacouba Dan Maradi, commerçant.

**La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest a décidé de lever l'embargo imposé au pays depuis le coup d'État, quelques semaines avant le début du Ramadan. **

fr.africanews.com

UEMOA

Le Dépositaire Central /Banque de Règlement présente son Plan d'affaires 2021-2025 au ministre Adama Coulibaly

Le Président du Conseil d'Administration du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR), M. Faman Touré et le Directeur Général du DC/BR, M. Birahim Diouf ont été reçus, le 6 mars 2024 à Abidjan, par le Président du Conseil des ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), M. Adama Coulibaly.

Au cours de cette rencontre, le président du Conseil des Ministres de l'UEMOA s'est félicité de la concrétisation de l'autonomisation du DC/BR. Poursuivant, il a rappelé que la réforme de 2016 qui a amorcé le processus d'autonomisation du DC/BR vise à permettre à chaque institution financière spécialisée de bien

jouer son rôle dans l'écosystème financier de l'Union. A cet égard, le Ministre Adama Coulibaly a donné des orientations au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général à l'effet de réussir leurs missions à la tête de cette structure importante du marché financier régional.

Auparavant, M. Faman Touré

a fait le point des différentes étapes du processus de l'autonomisation qui ont abouti à la mise en place d'une gestion autonome du DC/BR. Le PCA du DC/BR a salué les efforts continus et le leadership visionnaire du Ministre Ivoirien pour soutenir la transformation structurelle et inclusive des économies de l'Union.

Pour sa part, le Directeur Général a présenté le Plan d'affaires 2021-2025 du DC/BR qui constitue la boussole de cette institution communautaire de l'UEMOA et le bilan de l'exercice 2023 du DC/BR avant de mettre en exergue les perspectives à

court, moyen et long terme.

Il est ressorti du bilan que la conservation centralisée de titres au DC/BR a atteint 19 140 milliards francs CFA en 2023, contre 17 861 milliards francs CFA en 2022, soit une progression de 7,16 %.

Par ailleurs, le DC/BR a distribué au total 1 929 milliards francs CFA en 2023 contre 1 497 milliards francs CFA en 2022, pour le paiement des dividendes, des intérêts et le remboursement du capital des obligations, soit une progression de 28,83 %.

Dans le chapitre des perspectives, M. Faman Touré a cité les projets structurants du DC/BR et la prise en charge

des enjeux de la concession de service public dont bénéficie le DC/BR.

Le DC/BR est une institution financière spécialisée de l'UEMOA dont le siège est basé à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire.

Il assure la centralisation de la conservation des valeurs mobilières pour ses adhérents, la bonne fin des opérations de règlement/livraison à la suite des transactions boursières ainsi que le paiement des événements sur valeurs.

news.abidjan.net

Crypto

Comment Bitcoin a connu une montée fulgurante sur l'usage réel des billets de banque ?

(CROISSANCE AFRIQUE)-Oui, c'est la montée fulgurante de bitcoin. C'est la deuxième capitalisation parmi les cryptomonnaies derrière le bitcoin, l'ether retrouve également un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis 2021. Ainsi, ce début de semaine sourit aux cryptomonnaies : ce lundi 11 mars, Bitcoin a ainsi explosé son précédent record en dépassant les 71 000 dollars.

Il s'agit d'une capitalisation qui lui permet de dépasser... l'argent à la 9e place des plus grosses capitalisations au monde avec 1400 milliards de dollars, contre 1380 milliards pour le métal. Il n'est pas seul à afficher une telle forme puisque l'ether (ETH) renoue avec la barre des 4 000 dollars, un niveau que la cryptomonnaie n'avait plus atteint depuis le mois

de décembre 2021.

La preuve, l'ether est cependant encore loin de son record historique, atteint en novembre 2021 : 4 800 dollars. Cependant, cette cryptomonnaie, utilisée pour opérer les transactions sur la blockchain Ethereum, peut tout à fait prétendre retrouver ce sommet. En effet, la blockchain a pour elle d'être transparente et les données on chain du

réseau Ethereum laissent entendre que sa dynamique reste haussière.

Par ailleurs, le nombre d'ethers hébergés par les bourses d'échange crypto, comme Bitfinex, Binance, Huobi, Kraken ou Huobi, n'a jamais été aussi faible cette année, d'après les données relevées par le site analytique Messari. Au total, ces plateformes ne stockeraient qu'environ 13 millions d'ethers, soit à peine

plus de 10% du total d'ethers en circulation (120 millions).

Il faut signaler que plus d'un quart des ethers en circulation, soit 31,3 millions, sont actuellement verrouillés dans un contrat de staking, ce qui signifie qu'ils sont immobilisés et indisponibles à la vente. Les ETF ether bientôt autorisés ? De la même manière que les bitcoins disponibles à la vente se raréfient, l'offre d'ether diminue drastiquement.

Notons que la demande pourrait bien exploser : la blockchain Ethereum est au fil des années devenue une infrastructure de sécurité pour de nombreux autres réseaux secondaires (Arbitrum, Base, Optimism,

Linea, Mantle, Manta, ou encore Polygon), ce qui implique d'avoir nécessairement recours à elle pour des opérations de transfert de tokens ou d'ancrage de données. Autant d'activités qui nécessitent du «gas», autrement dit de l'ether pour payer les transactions.

Pour rappel, le marché crypto spéculait sur une éventuelle autorisation de la SEC, autorité américaine de régulation des produits financiers, pour des ETF ether au comptant. Une demande des gestionnaires d'actifs Blackrock et Fidelity. Le régulateur réserve sa réponse pour le mois de mai prochain. Au regard de la pression acheteuse actuelle de ces produits sur le bitcoin, il est permis de penser qu'une autorisation de déploiement pour l'ether entraînerait également une montée de prix.

Services publics

Le Ministère de l'urbanisme outille ses équipes en matière de commande publique

Au Togo, le ministère chargé de l'urbanisme et de l'habitat renforce ses équipes en matière de gestion des marchés publics. Le département a en effet organisé du 26 février au 1er mars dernier, une session de formation placée sous le thème : « Procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics », animée par l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP).

La session visait à doter les équipes du ministère des compétences nécessaires pour remplir efficacement leurs fonctions, notamment en veillant à l'application rigoureuse des procédures de marchés publics,

conformément à la réglementation en vigueur. Les participants ont ainsi eu l'occasion d'aborder plusieurs thématiques essentielles, telles que l'environnement de la commande publique au Togo, les principes généraux, la planification des acquisitions, la gestion des appels d'offres, et la régulation de la commande publique. Pour le ministère, cette initiative s'inscrit dans le cadre des

efforts visant à moderniser et renforcer la transparence et l'efficacité des processus de commande publique. Notons que pour sa part, l'ARCOP a déjà apporté son expertise et sa formation à plusieurs acteurs publics, du gouvernement et des collectivités locales, en matière de gestion de la commande publique. togofirst.com

Condoléances

L'Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-AFRIQUE) rend un hommage mérité au Dr Nicola AMANGA

Le 11 mars 2024, l'Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-AFRIQUE) annonce avec une profonde tristesse le décès du Dr Nicola AMANGA, survenu tragiquement le 28 février 2024. Le Dr AMANGA était le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Kara et de l'École Nationale des Auxiliaires Médicaux de Kara, une figure emblématique du corps médical togolais.

L'OPS-AFRIQUE exprime ses vives et sincères condoléances à la famille biologique du regretté directeur ainsi qu'à l'ensemble du personnel soignant du Togo. Cet homme généreux et humble a consacré sa vie au

service de la Nation, marquant les esprits par son engagement indéfectible envers la santé publique. Le communiqué souligne un épisode marquant de l'héritage du Dr AMANGA. Grâce à son intervention, un élève de termi-

nale, victime d'une morsure de serpent et de la vente parallèle de médicaments au CHU Kara, a survécu alors que ses parents étaient plongés dans le désespoir. L'OPS-AFRIQUE met en lumière l'humilité et le sens humain du Dr AMANGA, ca-

ractérisés par une éthique professionnelle exemplaire et la crainte de Dieu. La constante collaboration entre l'OPS-AFRIQUE et le Dr AMANGA a été saluée, notamment dans des situations critiques où son dévouement a permis de sauver des vies. La perte de ce gardien de la santé laisse un grand vide dans le corps médical togolais, et l'OPS-AFRIQUE invite les autorités sanitaires à lui rendre

un hommage mérité. L'OPS-AFRIQUE rend hommage au Dr Nicola AMANGA, saluant ses bonnes œuvres et son impact significatif dans le domaine de la santé en Afrique. Puissent ses actions bénéfiques rester gravées dans les mémoires, et que l'Éternel Dieu lui accorde le repos éternel. togoactualite.com

Togo/Avé 2

Un jeune homme de 28 ans retrouvé mort par pendaison

Attidjin, une localité située entre Sanguera et Akèpé, c'est-à-dire dans la préfecture de l'Avé précisément commune Avé 2 a été secoué par un fait macabre ce lundi 11 mars 2024. Un jeune homme d'une vingtaine d'années a été retrouvé mort par pendaison.

La population de la commune Avé 2, plus précisément Attidjin a passé une journée sombre ce lundi suite à une découverte macabre.

Un jeune homme de 28 ans a été retrouvé mort par pendaison. C'était la désolation totale dans le village puisque c'est un jeune très accueillant et do-

cile envers tout le monde. Les raisons de cette tragédie sont inconnues. Selon nos sources, le jeune homme vit avec sa maman et ses oncles et son père

biologique vit au Ghana. Le maire de la commune Avé 2, Mr AYAWLI et le président du CVD du village, Pascal ADRAKY, à peine appris la nouvelle se sont déplacés au village pour constater les faits. Après avoir prodigué des conseils à la mère et les oncles du défunt et après, ils ont remis une enveloppe à la famille pour

faire des dépenses avant l'arrivée du père du défunt, vivant au Ghana. Rappelons que le jeune homme de 28 ans laisse derrière lui une veuve et un enfant. Nos condoléances à la famille éplorée et à la population d'Attidjin. nouvelledafrique.tg

Engagements diplomatiques et prouesses sportives

Le Togo signe sa présence au sommet sportif de l'Union africaine

Le Togo, par l'intermédiaire de son ministre des Sports et des Loisirs, Lidi Bessi Kama, a participé activement à la session du Comité technique spécialisé sur la jeunesse, la culture et le sport (CTS-JCS) de l'Union africaine.

Cette réunion extraordinaire s'est tenue dans la capitale du Ghana. Elle a constitué une plateforme stratégique pour discuter de l'organisation des Jeux Africains de 2027 et de la "Déclaration d'Accra", qui désigne Accra comme

capitale du sport africain pour la période 2024-2025. Le sommet rappelle l'importance du sport dans la promotion de l'unité, des échanges culturels et du développement de la jeunesse à travers le continent. L'implication du

Togo dans ces discussions et compétitions de haut niveau positionne la nation comme un acteur clé dans l'avancement du sport en Afrique.

Le Togo au cœur des engagements diplomatiques et prouesses sportives L'engagement de la ministre Kama au sommet ne s'est pas limité à la salle de conférence. Elle a eu des entretiens bilaté-

raux avec son homologue namibienne, Agnès Tjongarero, et avec la commissaire de l'UA chargée de la santé, des affaires humanitaires et du développement social, Minata Samate Cessouma. Ces discussions sont essentielles pour renforcer les liens du Togo au sein de la communauté sportive africaine et au-delà. Rappelons que la représentation du Togo aux

13e Jeux Africains couvre dix disciplines. Ces disciplines comprennent l'athlétisme, le basket-ball 3x3, le volley-ball de plage, le handball, la boxe, le bras de fer, le badminton, le tennis, le sambo et l'e-sport. Cette large participation souligne la volonté du Togo d'encourager l'esprit de compétition et l'excellence dans le sport. lomeactu.com



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)